

POLITIQUE ÉTRANGÈRE D'ISRAËL : DÉTERMINANTS DE LA PUISSANCE ET ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Jacob Assaraf, Andréanne Lajoie et Victoria Ly

Étudiants au collège Jean-de-Brébeuf

« L'année prochaine à Jérusalem ». Durant des siècles, les juifs du monde entier issus de la diaspora ont répété ces paroles, peut-être sans jamais y croire. Mais la période de grandes souffrances qu'a traversée le peuple hébraïque lors des exactions nazies durant la Seconde Guerre mondiale a rendu difficile aux grandes puissances de l'époque de refuser aux descendants des israélites un foyer national. La terre biblique de Canaan, alors connue sous le nom de Palestine mandataire, a donc été la première revendication des nationalistes sionistes juifs, désignant ce lieu comme celui de la naissance de leur peuple. La diaspora ayant su rester fidèle à cette terre promise, l'arrivée massive de migrants juifs, d'abord depuis l'URSS et enfin de l'Europe, permet de forger une identité spirituelle, religieuse et nationale forte¹. Nombre de luttes opposent milices juives et forces britanniques ou arabes dans les moments qui précèdent l'indépendance, mais le but premier de ces combats reste l'acquisition du foyer où les juifs du monde entier

pourront prospérer dans la paix². Aussi connue sous le nom de Première Guerre israélo-arabe, la guerre d'Indépendance israélienne oppose cinq adversaires arabes – le Liban, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie et l'Irak – à Israël et se déroule du 14 mai 1948 à mars 1949³. C'est une véritable « Guerre de Cent Ans » moderne qui s'entame alors, chaque parti revendiquant la défense de son identité nationale. Mais une seconde dimension, beaucoup plus réaliste, émerge rapidement : ce conflit oppose désormais la survie d'Israël face à l'idéologie panarabique, voulant faire de la Palestine un État souverain et puissant. Une série d'accords est signée dans un premier temps, permettant l'officialisation de la Proclamation d'indépendance d'Israël de 1948⁴. Bien que le jeune État soit dans ses premières années soutenu par la communauté internationale, qui voit dans l'expansionnisme arabe de la région un danger, la longévité du conflit commence à faire perdre la face à

¹ENCEL, Frédéric., & THUAL, François. Géopolitique d'Israël, Paris, Éditions du Seuil, 2011, p.411.

²Ibid p.412.

³Ibid p.209.

⁴Ibid p.216.

Israël, face à un monde lassé du manque d'efforts du pays dans la résolution de la crise⁵.

Durant les années 1970-1980, Israël a tenté de monter certaines communautés syriennes contre la minorité alaouite au pouvoir, sans succès. La tentative israélienne de faire sortir la Syrie hors du Liban, en soutenant les partisans du chrétien Bachir Gemayel ainsi que par l'Opération Paix en Galilée, échouera de même. Un mélange hétéroclite d'acteurs régionaux, dont l'armée du Liban-Sud et les Phalanges libanaises⁶, se soldera par le massacre de Sabra et Chatila.

En ce qui a trait aux frontières d'Israël, il y a une forte présence de groupes de populations rivales, non seulement à l'extérieur de son territoire, mais aussi au sein de sa population, où juifs, musulmans, chrétiens et druzes cohabitent de manière parfois tumultueuse. La frontière terrestre de 1979 que partage Israël avec ses quatre voisins est aujourd'hui une des zones qui suscite le plus de tensions sur le globe. Si celle-ci est parsemée d'avant-postes et de bases militaires, la proximité de quartiers israéliens et palestiniens ainsi que l'occupation militaire du pays depuis 1967 a donné lieu à deux Intifadas (contestations populaires très violentes). En réponse notamment aux diverses infiltrations dévastatrices de l'OLP dans le territoire israélien, le gouvernement hébreu a entamé la construction de murs et barrières de plusieurs mètres, le long de sa frontière. De ce fait, les rapports sont très tendus dans la région, et l'union nationale de l'État d'Israël démontre une grande fragilité en comparaison de sa puissance géostratégique⁷. Effectivement, les vagues d'attentats ont créé un sentiment d'insécurité au sein de la population israélienne entre 1990 et 2000. Il reste qu'aujourd'hui, les habitants craignent encore pour leur tranquillité et perdent confiance, ce qui explique certainement la profonde préoccupation d'Israël quant à la sécurité du pays⁸. Aujourd'hui encore, l'État d'Israël éprouve beaucoup de difficulté à sortir de ce cercle vicieux, qui souvent mine sa crédibilité sur le plan international. Car les issues au conflit israélo-palestinien semblent de plus en plus minces, alors que les négociations bilatérales sont au point mort. Par ailleurs, l'acteur armé incarné par le Hamas, qui œuvre dans la bande de Gaza, remet en

question la légitimité du Fatah que représente actuellement l'Autorité palestinienne. Il fait peser une menace constante sur la population israélienne. Alors que son armée de défense est très moderne et en mesure de se défendre face à ce danger, Israël manque d'influence diplomatique et politique. En d'autres mots, le "soft-power" doit entrer en ligne de compte dans la défense des intérêts de la communauté⁹.

Pour en venir à développer leurs relations extérieures, les Israéliens devront parfaire leurs décisions concernant les territoires et les États qui les entourent. Ils devront agir de manière à apporter des améliorations durant les négociations de paix. Effectivement, il est impératif qu'un changement dans leur position actuelle survienne, car le message que semble faire passer Israël dégrade l'image du pays et affecte les relations entretenues avec les pays étrangers et leurs potentiels alliés¹⁰.

Une politique imprégnée par la guerre

Le 14 mai 1948 marque officiellement l'indépendance d'Israël, celle-ci étant proclamée par son premier chef d'État, le premier ministre David Ben Gurion¹¹. Le pays qui avait déjà ouvert ses portes à la diaspora¹², incite alors à une immigration massive, en rappelant le principe idéologique du droit inconditionnel des Hébreux dans le pays¹³, et se porte donc garant d'accorder la citoyenneté israélienne à tout juif désirant faire son *Allyah*¹⁴. À la même époque, Israël se dit aussi être un État de Droit¹⁵, qui est par définition, une société qui se soumet à un ensemble de lois juridiques et au sein de laquelle l'application et le respect du droit

⁹SWALHA, A. (2015). A Changing Discourse on Israel in the Arab World Repéré à http://www.mitvim.org.il/images/A_changing_discourse_on_israel_in_the_Arab_world_-_Abdullah_Swalha_-_August_2015.pdf.

¹⁰SWALHA, A. (2015). A Changing Discourse on Israel in the Arab World [Conférence de presse]. Repéré à http://www.mitvim.org.il/images/A_changing_discourse_on_israel_in_the_Arab_world_-_Abdullah_Swalha_-_August_2015.pdf

¹¹Dieckhoff, Alain (dir.). *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, p.25.

¹²Ibid.

¹³Dieckhoff, p.29

¹⁴Terme utilisé pour désigner l'immigration d'un juif vers Israël.

¹⁵Dieckhoff, p.29

⁵DIECKHOFF, Alain (dir.). *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, 10.

⁶ENCEL, Frédéric., & THUAL, François. p.316.

⁷Ibid p.166.

⁸SALENSON, I., (2009). Le schème de la clôture en Israël-Palestine. *L'espace géographique*, (38), 207-221. Repéré http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=EG_383_0207&DocId=147500&hits=2835+2834+2833+#anchor_abstract

sont garantis pour tous ceux qui en font partie¹⁶. Le jeune État fait donc rapidement prévaloir l'instauration d'un système où les autorités, qui y seront élues régulièrement, assureront l'égalité et la justice pour tous, et donc sans discrimination¹⁷. Malgré l'aspect religieux qui caractérise le pays¹⁸, celui-ci se définit comme démocratique en raison des droits et devoirs universels qui sont accordés à ses citoyens.

En 1950, Israël annonce que sa capitale est non pas Tel-Aviv, où la plupart des ambassades étrangères se trouvent, mais Jérusalem, ville trois fois sainte et divisée à cette époque par une occupation israélienne (à l'ouest) et jordano-palestinienne (à l'est)¹⁹. Se définissant comme un foyer national juif, le pays accorde une certaine place à la religion dans sa société, car en plus de promouvoir la religion dans un cadre sociétal²⁰, il confère aux autorités rabbiniques la gestion de l'éducation religieuse et certaines sphères du droit de la famille.²¹ Cette relation entre l'État et la religion vient inévitablement influencer d'autres aspects de la société israélienne et empêche donc le pays d'avoir un statut achevé d'État libéral, bien que son indice de démocratie soit relativement élevé, car les droits individuels ne sont pas toujours mis en priorité²².

Le système politique israélien est la conjonction entre le sionisme, idéologie nationaliste très chère au peuple juif et qui s'illustre par le concept de république, et la démocratie parlementaire²³, qui bien évidemment s'inspire du système anglais, l'ancien administrateur du protectorat oriental. Si le pays ne possède pas de constitution écrite, son parlement, la Knesset, amende les lois que ses 120 membres proposent. L'ensemble du pays étant, sous l'aspect électoral, administré comme une seule circonscription, les membres de la sphère législative sont élus dans le cadre d'élections nationales

qui ont normalement²⁴ lieu tous les 4 ans²⁵. Ce type de scrutin, proportionnel plurinominal, qui symbolise l'une des formes les plus achevées de démocratie, paralyse pourtant souvent le mécanisme politique de l'État : en effet, le seuil de représentativité étant relativement bas, soit 3,25%, il force les partis à se rassembler en coalitions afin d'obtenir une majorité significative au parlement. Aux dernières élections, le *Likoud* (droite libérale) de l'actuel premier ministre Benjamin Netanyahu, remportait près d'un quart des suffrages, forçant donc une cohabitation parfois difficile avec d'autres partis de droite, tels que *Shas* (droite religieuse) pour contrer les aspirations politiques de la coalition gauchiste (majoritairement l'*Union Sioniste*), et la *Liste Arabe Unifiée*²⁶. Principale conséquence de ce mode de suffrage, les différents ministres dirigés par le premier ministre, bien que les responsables des affaires étrangères et internes de l'État, soient souvent en opposition avec leur chef de file, ont parfois des opinions divergentes. Égide de l'entregent israélien, la Knesset se situe dans la capitale contestée du pays, bien que la grande majorité des États, dont les États-Unis, ne reconnaissent pas ou refusent de se prononcer sur la légitimité de Jérusalem²⁷ comme capitale.

La légitimité d'Israël ayant été rejetée par la majeure partie de ses voisins, aux régimes autoritaires (et pour la plupart regroupés sous la Ligue Arabe), le pays, confronté à cette situation géographique particulièrement difficile, cherche des alliés dans les pays démocratiques d'Occident. Si la France permet à Israël de lancer son programme nucléaire²⁸, la relation qu'entretient le pays avec les États-Unis depuis sa création est des plus étroites. L'alliance qui s'entame en 1948 par la reconnaissance de l'État hébreu par l'aigle américain n'a cessé d'évoluer et s'illustre aujourd'hui grâce à la coopération militaire et sécuritaire considérable entre les deux États²⁹. Une récente étude a démontré que les États-Unis auraient donné, sous

16 Office québécois de la langue française. 2003 État de droit. Dans Le grand dictionnaire. Repéré à http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8361365

17 Dieckhoff, p.29.

18 Ibid.

19 Central Intelligence Agency. 2015. The World Factbook. En ligne. États-Unis. OPENGOV.

<<https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/is.html>>. Consulté le 20 février 2015.

20 On peut penser à la fermeture de plusieurs postes gouvernementaux le jour du shabbat.

21 Dieckhoff, p.27.

22 Dieckhoff, p.29.

23 Central Intelligence Agency.

24 Dans le cas de blocage politique, le premier ministre peut demander la tenue d'élections anticipées.

25 DIECKHOFF, Alain p.32.

26 Université de Sherbrooke, « Élections à la chambre basse », dans Perspective Monde, Canada, 2015, consulté en ligne le 26 février 2016, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?odePays=ISR&dateElection=ISR2015317&codeInstitution=1>.

27 Ambassade d'Israël au Cameroun. (2015). Déroulement des élections en Israël. Repéré à <http://embassies.gov.il/yaounde-fr/NewsAndEvents/Pages/DEROULEMENT-DES-ELECTIONS-EN-ISRAEL.aspx>

28 Dieckhoff, Alain p.356.

29 Ibid. p.361)

forme de prêts directs, de partenariats économiques ou encore d'envois militaires directs, près de 138 milliards de dollars pour venir en aide Israël depuis sa guerre d'indépendance.³⁰

Par ailleurs, l'implantation de l'État israélien sur un territoire aux ethnies diverses et aux frontières fragiles sous le mandat britannique, a suscité la haine du peuple palestinien, alors majoritaire en Judée Samarie, et réclamant aussi un État autonome sur le même territoire. Le refus unanime des pays arabes avoisinants quant à la reconnaissance de la décision de l'ONU délimitant deux petits États distincts provoque une série de guerres et de conflits entre les deux États, alors soutenus par les deux grandes puissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS, par le truchement de leurs sphères d'influence respectives dans la région³¹. Somme toute, les relations entre Israël et ses voisins arabes, qui revendiquent un État palestinien sur l'ensemble du territoire disputé, sont jusqu'au début des années 1980, des plus hostiles.

Benjamin Netanyahu, l'homme fort d'Israël qui sert actuellement son troisième mandat de premier ministre (après les élections de mai 2015)³² tend à faire pencher le 34^e gouvernement du pays vers la droite libérale. C'est à la tête du Likoud, formé en 1973, que celui-ci est amené à faire prendre un tournant économique libéral au pays, dans les années 1990. Si le parti laisse penser qu'il serait ouvert à un retrait militaire du territoire palestinien, le gouvernement a catégoriquement refusé de faire des compromis face aux mouvements armés tels que le Hamas, appelant à une union politique palestinienne parmi les conditions préalables à d'éventuelles négociations. Les Palestiniens refusant de reconnaître la légitimité de l'existence d'Israël, les négociations sont au point mort, alors que les violences bilatérales sont à leur plus haut niveau depuis la seconde intifada. En contrepartie, sous prétexte que l'occupation jordanienne de la Palestine entre 1949 et 1967 a coupé Jérusalem du reste du monde, l'État hébreu refuse d'abandonner la ville dont la partie Est,

³⁰ McArthur, Shirl.(2015). *A conservative Estimate of total U.S. direct aid to Israel : Almost \$138 Billion*. Repéré à <http://web.b.ebscohost.com/ehost/detail/detail?sid=1d4f4c08-6b6f-4408-960d-51975c2c1b06%40sessionmgr114&vid=5&hid=124&bdata=JmxhbmC9Znlmc2loZT1laG9zdC1saXZl#AN=109988542&db=aph>.

³¹ Dieckhoff, Alain p.276.

³² Israel ministry of foreign affairs.(2013). Benjamin Netanyahu. Repéré à <http://mfa.gov.il/MFA/AboutIsrael/State/Pages/Benjamin%20Netanyahu.aspx>.

est en théorie, palestinienne³³. Enfin, Israël ne fait pas officiellement partie d'organisations politiques internationales, bien qu'il entretienne une panoplie de relations souterraines. La politique extérieure israélienne, souvent ambiguë, nous permet tout de même de tracer un axe d'alliés potentiels, où l'on retrouve en tête de file le géant américain, suivi d'autres États, dont le Canada, l'Inde ou encore l'Égypte.

L'Armée de Défense d'Israël, à l'épreuve de 70 ans de conflits

Longeant la Méditerranée et bordé par le Liban, la Jordanie, la Syrie et l'Égypte, Israël partage son territoire avec le peuple palestinien tout en maintenant une occupation militaire dans plusieurs zones, ce qui engendre souvent de violentes vagues de contestations.³⁴ Ouvertement juif, le pays ressent le besoin d'adopter une politique de défense de préférence militaire plus que diplomatique, sa situation géographique l'opposant à des voisins arabomusulmans³⁵ plutôt hostiles. Cette politique de défense se comprend d'ailleurs très bien au vu de l'historique de guerres israélo-arabes, principalement dans la période comprise entre l'indépendance et 1980.

Connue sous le nom de Tsahal³⁶, l'armée israélienne a pour mandat de protéger son peuple plutôt que de défendre une certaine idéologie, ce qui illustre sa soumission à l'autorité civile³⁷. Si le fleuron de cette force militaire réside dans son aviation, l'une des meilleures au monde et la principale au Moyen-Orient,

³³ Service de presse. (14 janvier 2013). Liste des principaux partis politiques candidats aux élections législatives en Israël [fiche informative]. Repéré à <https://nosnondits.wordpress.com/2013/01/14/liste-des-principaux-partis-politiques-candidats-aux-elections-legislatives-en-israel/>.

³⁴ Consulat général d'Israël à Marseille. (s.d). LE PAYS : Géographie et climat. Repéré à <http://embassies.gov.il/marseille/AboutIsrael/Land/Pages/PAYS-Geographie-Climat.aspx>.

³⁵ Ainsi que persan et turques dans le cas de la République Islamique d'Iran et de la Turquie.

³⁶ Acronyme de l'hébreu *TsvaHaganaLeIsrael* où Armée de Défense d'Israël.

³⁷ Ftouth, Souhail.(21 février 2014). Les plus grandes puissances militaires : l'armée israélienne 11^e au monde et 1^{re} au Proche-Orient. Repéré à <http://embassies.gov.il/marseille/AboutIsrael/Land/Pages/PAYS-Geographie-Climat.aspx>

le commandement hébreu possède aussi une branche terrestre et navale, ainsi qu'une unité d'espionnage essentielle à la guerre informatique de l'ère postmoderne. (2014)³⁸. Perçue comme étant très performante sur les plans technique et pratique, Tsahal est assez sensible à la petitesse de la population israélienne : malgré l'imposition d'un service militaire obligatoire d'une durée de deux à trois ans, l'effectif humain est relativement faible³⁹. Faisant partie des dix armées les plus puissantes au monde, la modernisation impressionnante du corps militaire israélien lui permet cette distinction mondiale⁴⁰. Si les manœuvres de Tsahal par le passé, notamment en envahissant le Sinaï égyptien (1967), font penser à un expansionnisme, il ne faut pas oublier que la mission première de Tsahal est de défendre l'existence, l'intégrité territoriale et la souveraineté de son État, fût-ce au prix d'interventions préventives⁴¹. De plus, la relation entre les différents corps des forces armées étant très valorisée, les opérations militaires ont toujours pour mot d'ordre rapidité et efficacité. L'État-major cherche en effet à constamment minimiser ses pertes, et ce, en tentant de déterminer de manière irréfutable la source d'une guerre⁴²; car, comme l'a démontré l'échange de prisonniers conclu avec le Hamas, la vie d'un soldat israélien (cas de Gilad Shalit) équivaut à celle de mille combattants adverses.

L'arsenal de l'État israélien, qui serait de 200 ogives nucléaires et compterait une cinquantaine de missiles balistiques mobiles, est essentiel à la distinction de Tsahal et démontre le niveau de technologie avancé d'Israël. En effet, en plus de ses missiles, l'armée possède une aviation au modèle américain quasi futuriste, qui accueillera dès 2017 l'avion furtif de Lockheed Martin : le F-35. Ce nouvel appareil permettra à l'État hébreu de mener ses opérations de bombardements clandestins de manière presque indétectable. Finalement, la flotte de Tsahal, loin d'être

la plus puissante, est tout de même équipée de quatre sous-marins anaérobies de conception allemande, permettant l'envoi de missiles balistiques. Compte tenu de cela, Israël a toutes les capacités pour se défendre contre ses adversaires, étant donné qu'il dispose de la « triade stratégique » : la conjonction des vecteurs aériens, sous-marins et terrestres⁴³.

Malgré la surprise engendrée par les guerres cruciales de 1967 et 1973, l'État d'Israël n'a jamais eu la réaction instantanée de répondre à ces offensives à l'aide d'armes non conventionnelles⁴⁴. Bien que Jérusalem dispose d'un éventail complet de types d'armes non conventionnelles, elle a établi dans les années 1970 une doctrine à double articulation. Cet ensemble de principes stipule qu'Israël ne sera pas le premier État à employer l'arme nucléaire au Moyen-Orient, mais qu'en cas d'attaque non conventionnelle contre son territoire, le pays se réservera le droit d'employer tout type d'armement comme moyen de défense⁴⁵, avançant sa politique catastrophique de destruction mutuelle assurée, connue sous le nom de *Samson*. Enfin, durant cette période tendue, et malgré certains différends avec les Nations Unies, la coopération entre Tsahal et les détachements de Casques bleus sur le terrain a été dans son ensemble positive⁴⁶.

Si le soutien américain à Israël, à la fois militaire et politique demeure constant et contribue grandement à la modernisation de Tsahal, les États-Unis cherchent à trouver une solution depuis près de 60 ans au conflit israélo-palestinien. Ce dossier est donc une des priorités diplomatiques des États-Unis qui dernièrement, sous l'administration Obama, n'ont pas hésité à exercer une pression certaine sur leur allié pour arriver à une solution, fût-elle compromettante pour l'État hébreu⁴⁷.

³⁸ Central Intelligence agency. 2015. The World Factbook. En ligne. États-Unis. OPENGOV.

<<https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/is.html>>. Consulté le 20 février 2015.

³⁹ RAZOUX. P., (2013). Une armée israélienne en pleine mutation. Politique étrangère, 23. Repéré à www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-23.htm

⁴⁰ RAZOUX. P., (2013). Une armée israélienne en pleine mutation. Politique étrangère, 23. Repéré à www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-23.htm

⁴¹ Armée de défense d'Israël. (2015). Mission et doctrine : Mission de Tsahal. Repéré à <http://tsahal.fr/armee-de-defense-israel/mission-et-doctrine/>.

⁴² Ibid.

⁴³ RAZOUX. P., (2013). Une armée israélienne en pleine mutation. Politique étrangère, 23. Repéré à www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-23.htm

⁴⁴ ENCEL, Frédéric., & THUAL, François. Géopolitique d'Israël, Paris, Éditions du Seuil, 2011, 165.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Central Intelligence agency. 2015. The World Factbook. En ligne. États-Unis. OPENGOV, consulté le 20 février, 2015, <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/is.html>.

Une économie exponentielle, mais menacée

Les Israéliens disent souvent, en plaisantant, que Moïse a passé quarante ans dans le désert à la recherche d'un pays, pour finalement mener son peuple sur la seule parcelle de terre du Moyen-Orient dénuée de pétrole. En effet, depuis sa fondation en 1948, Israël a dû importer la totalité de sa consommation en besoins pétroliers, ce qui l'a rendu quasi vulnérable face à ses voisins arabes⁴⁸, producteurs majoritaires de cet or noir. Mais ce désavantage s'est rapidement transformé en bénédiction, car dépourvu d'un sol arable, le jeune pays a entamé une course effrénée vers l'autosuffisance, marquée par des décennies de projets visant tous à développer les infrastructures du pays. L'indépendance ayant été proclamée du jour au lendemain, l'économie de l'État hébreu repose pendant plusieurs années sur des dons et subventions diverses (notamment depuis les États-Unis et le Canada), ainsi que sur les dédommagements de l'Holocauste payés par l'Allemagne⁴⁹.

De plus, comme la majorité des démocraties, le pays possède une économie capitaliste dite de libre-échange, bien qu'il ait exercé (et exerce parfois encore) des politiques dirigistes, visant à préserver sa sécurité et ses intérêts nationaux⁵⁰.

Si les premiers secteurs à se développer sont ceux du textile et de la taille de diamants (dont le pays détient aujourd'hui une part considérable du marché mondial)⁵¹, Israël se fait rapidement connaître pour ses diverses innovations dans le domaine de la technologie. Avec un PIB dépendant à plus de 65%⁵² du secteur

tertiaire⁵³, le pays exporte majoritairement des brevets et de l'équipement militaire (tels que les drones, dont il est le plus grand exportateur mondial), principalement vers l'Europe et l'Inde⁵⁴. Par ailleurs, les États-Unis sont le plus grand partenaire commercial d'Israël, participant de manière significative aux projets de recherche et de développement du pays, tels que le fameux *Iron Dome* ou encore un système de détection de tunnels, qui profiterait tant à Israël, pour prévenir les infiltrations du Hamas dans son territoire, qu'aux États-Unis, pour faire face au trafic de drogues via le Mexique.

Ces partenaires commerciaux sont vitaux au maintien de l'État hébreu dont l'existence est souvent menacée par des voisins belliqueux. Si l'Amérique a toujours été un allié fidèle au pays, malgré les alternances politiques bilatérales, plusieurs États européens semblent prendre leurs distances avec Israël, lassés par le conflit israélo-palestinien, et soutiennent des mesures de pressions économiques, telles que le mouvement populaire *Boycotte, Désinvestissement et Sanctions* (BDS). Malgré la perte de certains pôles d'exportations et de partenaires commerciaux, Israël, déjà membre de l'OMC, rejoint l'OCDE en 2010⁵⁵, acclamé pour ses apports scientifiques et médicaux au monde moderne.

De plus, la découverte d'immenses champs gaziers dès le début de l'an 2000, au large de la côte méditerranéenne, promet une autosuffisance au pays pour la quasi-totalité de ses besoins énergétiques⁵⁶. La taille de la population israélienne étant relativement faible, cette nouvelle ressource naturelle sera majoritairement exportée vers l'Europe de l'Est (trop

⁴⁸La crise de l'OPEP (1974) est en partie attribuable aux monarchies pétrolières qui ont voulu plomber l'économie d'Israël et des pays occidentaux, notamment les États-Unis, en réponse à la victoire israélienne du Kippour, en 1973.

⁴⁹Nadav Halevi, « A brief economic history of Israel » dans *Economic Historien Association*, [s.l.], [s.d.], consulté en ligne le 23 février 2016, <https://eh.net/encyclopedia/a-brief-economic-history-of-modern-israel/>

⁵⁰ On peut par exemple penser au bras de fer entre le gouvernement israélien et les compagnies gazières, dont le groupe américain Nobel Energie ainsi que l'exploitant israélien Delek.

⁵¹ Nadav Halevi.

⁵² Phillip Hemming, « Études économiques de l'OCDE, Israël », dans *Organisation de Développement et de Coopération Économique*, [s.l.], 2013, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/2013%20ISRAEL%20Synthese.pdf>.

⁵³ On considère aussi ici les aspects technologiques du secteur secondaire (notamment l'aéronautique), tout en excluant les domaines extérieurs à la production de biens et savoirs scientifiques/technologiques.

⁵⁴ Vincent Lamigeon, « L'incroyable machine de guerre d'Israël », dans *Challenges*, France, 2014, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.challenges.fr/economie/20140320.CHA1783/israel-fourbit-sa-machine-de-guerre.html>.

⁵⁵ Gouvernement d'Israël, « Economy : Achievements », dans *Consulate General of Israel to the Pacific Northwest San Francisco, Israel*, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://embassies.gov.il/san-francisco/AboutIsrael/Economy/Pages/ECONOMY-Achievements.aspx>.

⁵⁶ Face au manque d'eau le pays a depuis longtemps entamé un processus de désalinisation de l'eau de mer. Et suite à la crise pétrolière de 1974, l'état hébreu a mis au point un système de panneaux solaires, assurant aujourd'hui près de 90% de la consommation d'électricité de ses habitations.

dépendante de la Russie), ainsi que vers la Grèce et Chypre⁵⁷, en plus de certains partenaires plus anciens, mais dont les relations sont parfois tumultueuses en raison de différends politiques, tels que la Turquie ou la Jordanie⁵⁸. Par ailleurs, le réchauffement des relations politiques entre Israël et l'Égypte ainsi que l'Arabie Saoudite⁵⁹ entraîne un rapprochement commercial enviable, qui peut s'illustrer par l'importation de gaz égyptien via leur accord de libre-échange.

Mais si l'économie israélienne peut sembler en pleine expansion, elle ne peut se détacher du litige palestinien ; certes, la coopération économique avec l'Autorité palestinienne qui repose sur leur union douanière, est significative⁶⁰, mais le taux de chômage élevé⁶¹ et la rapide croissance de la population inactive⁶² empêchent le pays de se distinguer comme autrefois, où il avait, par exemple, réduit son inflation substantiellement dans les années 1985⁶³. Ce conflit entraîne aussi de grandes dépenses de la part du gouvernement hébreu dans le secteur militaire, estimées à 8% du PNB. Si cette année est historique en raison de l'investissement étranger record de 4,43 milliards \$US dans le secteur du *High Tech* israélien⁶⁴, la stagnation du processus de paix israélo-palestinien atténue tout espoir de prospérité durable pour l'État d'Israël.

La sécurité nationale avant tout

Au fil des ans, le petit État s'est fait le pionnier de la lutte contre le terrorisme, attirant la sympathie de pays aux prises avec des groupes armés, comme le Kenya, avec qui la coopération militaire et humanitaire est très étroite⁶⁵. Bien que l'État hébreu tente donc d'effectuer des rapprochements avec divers pays, notamment grâce à son volet humanitaire (principalement en Afrique, mais aussi dans les épices de catastrophes naturelles : Haïti, Japon, etc.) ainsi que par l'exportation de ses innovations, le secteur militaire reste le plus important. Depuis sa création, le pays a été constamment menacé d'extinction : d'une part les pays arabo-musulmans voisins, longtemps fiers défenseurs de la cause palestinienne, et d'autre part la menace iranienne, incarnée par le dossier du nucléaire et le financement de l'organisation chiite libanaise Hezbollah. Pour répondre à cette première menace, beaucoup plus directe, le gouvernement israélien a mené plusieurs guerres, dans un premier temps conventionnelles, face aux gouvernements ennemis de la région, et depuis le début des années 1980, vis-à-vis d'acteurs régionaux ou paragouvernementaux dont le Hamas et le Hezbollah. Lors de ces conflits, Tsahal n'a pas hésité à mener des opérations dans d'autres territoires souverains (par exemple, l'incursion au Liban en 1982 ou les différentes frappes sur des convois militaires iraniens en Syrie), ainsi qu'à occuper des zones sensibles (une partie de la Cisjordanie) et cruciales à sa défense (le plateau du Golan), ou encore à imposer des blocus (Gaza). Si le gouvernement israélien se dit prêt à négocier avec l'Autorité Palestinienne pour obtenir une reconnaissance réciproque de la légitimité des deux États, il demeure hors de question qu'Israël concède le plateau du Golan à la Syrie, car en plus de constituer une position stratégique essentielle pour l'armée, il abrite le lac de Tibériade, d'où provient 73% de la consommation en eau du pays. Quant à la bande de Gaza, elle représente le danger le plus imminent pour Israël en raison de sa proximité et des diverses organisations militaires qu'elle regroupe, dont le Hamas et le Jihad islamique. Au nord, le danger vient du Hezbollah, une création de l'Iran, qui possède un armement moderne et une armée entraînée, actuellement impliquée dans le conflit syrien, ce qui enrayer, pour le moment, toute possibilité d'attaque significative de sa part. On peut donc conclure de la menace que ces groupes armés font peser sur Israël, qu'elle est relativement plus faible depuis l'éclatement du conflit syrien, bien que ce

⁵⁷ Désigne la partie grecque de l'île, située au Sud de la ligne Attila.

⁵⁸ Gouvernement d'Israël, « Bilateral Agreements », dans Israel Ministry of Foreign Affairs, Israël, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://mfa.gov.il/MFA/AboutTheMinistry/LegalTreaties/Pages/Bilateral-Treaties.aspx>.

⁵⁹ L'État hébreu collabore étroitement avec le gouvernement d'Al-Sissi face au terrorisme dans la région du Sinaï, ainsi qu'avec l'Arabie Saoudite face à l'Iran.

⁶⁰ [s.a], « Israël / Accès Marché », dans Le MOCI, France, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.lemoci.com/fiche-pays/israel/acces-marche/>.

⁶¹ Principalement au sein de la population arabe et juive orthodoxe.

⁶² Ibid.

⁶³ Gouvernement d'Israël, « Economy : Achievements ».

⁶⁴ [s.a], « Levée de fonds record en 2015 pour le high-tech israélien », dans I24news, Israël, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.i24news.tv/fr/actu/economie/100512-160125-levee-de-fonds-record-en-2015-pour-le-high-tech-israelien>.

dernier ait fait entrer un nouvel acteur belliqueux dans la région du Sinaï et près du poste frontalier de Quneitra : l'État islamique. Dans ce combat régional contre le terrorisme, Tsahal profite d'une coopération privilégiée avec le gouvernement égyptien. Un rapprochement similaire s'est effectué avec l'Arabie Saoudite, cette fois pour contrer l'expansionnisme iranien dans la région. Mais malgré l'application de cette politique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », les services israéliens n'ont pas abandonné leurs vieilles méthodes d'assassinats ciblés, par frappes aériennes, empoisonnements et autres opérations clandestines, ainsi que leurs diverses missions de sabotage (dernièrement illustrées par le piratage de réseaux informatiques iraniens).

On conclut donc de cette première analyse qu'Israël est un pays dont la croissance économique rapide et le soutien relatif de l'Occident ont permis l'établissement d'une démocratie parlementaire et le développement d'une armée à la pointe de la technologie. Si l'État hébreu privilégie et subventionne la spécialisation de son industrie de recherche et développement, et cherche sans cesse de nouveaux partenaires commerciaux dans le monde entier, il fait de sa sécurité nationale une priorité, sans forcément toujours avoir recours à son aile diplomatique.

Bibliographie

- CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, « The World Factbook », dans OPENGOV, États-Unis, 2015. Consulté en ligne le 20 février 2016, <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/is.html>.
- DIECKHOFF, Alain. *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008.
- ENCEL, Frédéric., & THUAL, François. *Géopolitique d'Israël*, Paris, Éditions du Seuil, 2011,
- FTOUH, Souhail, « l'armée israélienne 11ème au monde et 1ère au Proche-Orient », dans *Les plus grandes puissances militaires*, France, 2014, consulté en ligne le 22 février 2016, <http://embassies.gov.il/marseille/AboutIsrael/Land/Pages/PAYS-Geographie-Climat.aspx>.
- GOVERNEMENT D'ISRAËL, « Benjamin Netanyahu », dans *Israel Ministry of Foreign Affairs*, Israël, 2013, consulté en ligne le 20 février 2016, <http://mfa.gov.il/MFA/AboutIsrael/State/Pages/Benjamin%20Netanyahu.aspx>.
- GOVERNEMENT D'ISRAËL, « Déroulement des élections en Israël », dans *Ambassade d'Israël au Cameroun*, Cameroun, 2015, consulté en ligne le 20 février 2016, <http://embassies.gov.il/yaounde-fr/NewsAndEvents/Pages/DEROULEMENT-DES-ELECTIONS-EN-ISRAEL.aspx>.
- GOVERNEMENT D'ISRAËL, « Economy : Achievements », dans *Consulate General of Israel to the Pacific Northwest San Francisco*, Israël, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://embassies.gov.il/san-francisco/AboutIsrael/Economy/Pages/ECONOMY-Achievements.aspx>.
- GOVERNEMENT D'ISRAËL, « Le pays : Géographie et climat », dans *Consulat Général d'Israël à Marseille*, France, [s.d] consulté en ligne le 21 février 2016, <http://embassies.gov.il/marseille/AboutIsrael/Land/Pages/PAYS-Geographie-Climat.aspx>.
- GOVERNEMENT D'ISRAËL, « Mission et doctrine : Mission de Tsahal », dans *Armée de Défense d'Israël*, Israël, 2015 consulté en ligne le 21 février 2016, <http://tsahal.fr/armee-de-defense-israel/mission-et-doctrine/>.
- HALEVI, Nadav « A brief economic history of Israel » dans *Economic Historian Association*, [s.l], [s.d], consulté en ligne le 23 février 2016, <https://eh.net/encyclopedia/a-brief-economic-history-of-modern-israel/>
- HEMMING, Phillip, « Études économiques de l'OCDE, Israël », dans *Organisation de Développement et de Coopération Économique*, [s.l], 2013, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/2013%20ISRAEL%20Synthèse.pdf>.
- JARRASSÉ, Jim, « États-Unis et Israël, de l'alliance aux tensions », dans *Le Figaro*, France, [s.d], consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.lefigaro.fr/international/usa-israel-palestine/index.php>
- LAMIGEON, Vincent, « L'incroyable machine de guerre d'Israël », dans *Challenges*, France, 2014, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.challenges.fr/economie/20140320.CHA1783/israel-fourbit-sa-machine-de-guerre.html>
- MCARTHUR, Shirl, « A conservative Estimate of total U.S. direct aid to Israel : Almost \$138 Billion », [s.l], 2015, consulté en ligne le 20 février 2016, <http://web.b.ebscohost.com/ehost/detail/detail?sid=1d4f4c08-6b6f-4408-960d-51975c2c1b06%40sessionmgr114&vid=5&hid=124&bdata=JmxhbmC9Znlmc2loZT1laG9zdC1saXZl#AN=109988542&db=aph>.

- Office québécois de la langue française. « État de droit », dans *Le grand dictionnaire*, [s.l], [s.d], consulté en ligne le 20 février 2015, http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8361365.
- RAZOUX. P, « Une armée israélienne en pleine mutation », dans *Politique étrangère*, [s.l], 2014, consulté en ligne le 23 février 2016, www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-23.htm.
- SALENSON, I, « Le schème de la clôture en Israël-Palestine », dans *L'espace géographique*, [s.l], 2015, (38), 207-221. Consulté en ligne le 23 février 2016, http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=EG_383_0207&DocId=147500&hits=2835+2834+2833+#anchor_abstract.
- [s.a]. « Liste des principaux partis politiques candidats aux élections législatives en Israël », [fiche informative], dans WordPress, [s.l], 2013, consulté en ligne le 24 février 2016, <https://nosnondits.wordpress.com/2013/01/14/liste-des-principaux-partis-politiques-candidats-aux-elections-legislatives-en-israel/>.
- [s.a], « Israël / Accès Marché », dans Le MOCI, France, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.lemoci.com/fiche-pays/israel/acces-marche/>.
- [s.a], « Levée de fonds record en 2015 pour le high-tech israélien », dans I24news, Israël, 2016, consulté en ligne le 23 février 2016, <http://www.i24news.tv/fr/actu/economie/100512-160125-levee-de-fonds-record-en-2015-pour-le-high-tech-israelien>.
- SWALHA, A. « A Changing Discourse on Israel in the Arab World », [Conférence de presse], [s.l], 2015, consulté en ligne le 20 février 2016, http://www.mitvim.org.il/images/A_changing_discourse_on_Israel_in_the_Arab_world_-_Abdullah_Swalha_-_August_2015.pdf.
- 20minutes.fr. (2006). Repéré à <http://www.20minutes.fr/monde/6711-20060213-les-partis-politiques-en-israel>